

Pour un débat stratégique dans le NPA

mardi 5 avril 2011, par [CREMIEUX Léon](#), [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2011).

La crise du parti est sérieuse. Les différences profondes, le congrès en a été l'expression exacerbée. L'évolution du parti fait, même, apparaître des projets de construction trop divergents. Les ambiguïtés, flous, indéfinitions forcément nécessaires lors du congrès de fondation doivent être clarifiées voire dépassées rapidement pour éviter que les dynamiques centrifuges continuent à nous paralyser. La discussion sur la stratégie politique dont doit se doter le NPA est indispensable, car un parti qui n'a pas de stratégie ou des indéfinitions trop importantes ne peut se situer correctement dans la lutte des classes, agir efficacement au quotidien. Cela ne veut pas dire que toutes « les délimitations stratégiques doivent être achevées », nous y reviendrons. Mais il faut remettre l'ouvrage sur le métier.

Cette discussion est délicate. Elle doit être ouverte dans le parti et aussi vis-à-vis de secteurs des mouvements sociaux qui se posent ce type de problèmes. Elle ne fait que commencer, mais elle doit avancer. Il s'agit donc d'échanger des positions et points de vue : ne pas cristalliser les positions. Cela suppose aussi des approches communes de certaines questions. Le but de ce texte est de voir si nous les partageons.

Le NPA connaît une crise sérieuse pour des raisons objectives-les difficultés de la situation politique et subjectives -des tensions liées à la maîtrise d'une série problèmes politiques, tant sur des questions de société-« le foulard »- que sur celles liées à la tactique électorale, mais au-delà de ces questions, le point de départ de cette discussion doit porter un jugement global sur le NPA.

1) Et d'abord répondre à une première question : fallait-il créer le NPA ? Sans aucun doute. Le choix de construire un parti comme le Npa est une idée qui vient de loin. Elle correspond aux nouvelles coordonnées de la période historique ouverte par la « Chute du Mur de Berlin » et la globalisation capitaliste. Dans l'ex-LCR ou plus largement dans la IV^e Internationale, nous avons souvent fait référence au triptyque : « Nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti ». Les derniers développements politiques mondiaux confirment cette nouvelle période historique : crise économique et sociale de l'ampleur de celle des années 30, crise de civilisation, vérifiée malheureusement, avec l'explosion de la centrale nucléaire japonaise Fukushima, nouvelles révolutions dans le monde arabe, évolution de larges secteurs du mouvement ouvrier vers le social libéralisme, émergence de nouvelles générations de résistance. Ces développements exigent le renouveau programmatique, en particulier face à la crise économique mondiale mais surtout la crise climatique. Ils exigent aussi de nouvelles formes d'organisation qui répondent à ces nouvelles coordonnées de radicalisation.

Cela vaut pour une réorganisation de tout le mouvement ouvrier mais aussi pour la gauche révolutionnaire. Il fallait dépasser la forme des organisations d'extrême gauche de l'Après mai 68. Dans une série de pays, ces organisations ou groupes peuvent se maintenir, voyant d'ailleurs régulièrement leurs forces se dégrader, mais pour les plus vives, elles se posent les problèmes d'insertion dans des processus plus larges. Cette idée vient de loin -près d'une vingtaine d'années.

2) En France, l'urgence d'un tel projet politique était clairement visible dans les années 90 et le début de la dernière décennie :

- Le large désaveu populaire des politiques de gestion libérales menées par la social-démocratie et ses alliés dans leurs gouvernements successifs,
- La crise sociale présente parmi les travailleurs et les populations des quartiers populaires, ayant subi de plein fouet les attaques libérales des années 80 et 90,
- La force d'une génération militante présente dans les syndicats et les mouvements sociaux et agissant indépendamment des vieilles directions politiques traditionnelles du mouvement ouvrier, à commencer par le PCF,
- L'audience, notamment dans la jeunesse du mouvement altermondialiste, redonnant une nouvelle crédibilité au rejet du capitalisme,
- La recherche politique, dans les milieux militants, d'une orientation alternative à la social-démocratie dont témoignaient la notoriété d'ATTAC et de la fondation Copernic, le succès militant de la campagne contre le Traité constitutionnel européen.

Il nous fallait la conjoncture et l'opportunité pour la matérialiser. Ce fut tout le processus politique et organisationnel autour des succès des deux campagnes présidentielles de 2002 et 2007. Ce sont les batailles menées autour de ces deux échéances qui ont créé les conditions pour lancer pratiquement le NPA. Car le principal problème était que ce projet ne venait que de la LCR comme organisation d'importance nationale, et qu'il fallait donc que la dynamique soit suffisante à une échelle large pour que le projet réussisse. Ruse de l'histoire : c'est après des campagnes à l'élection présidentielle-clé de voûte des institutions de la V^e République que nous voulons liquider- que nous avons obtenu le levier permettant de réaliser ce projet. Ce qui ne va pas sans poser des problèmes de personnalisation dans la représentation de la vie politique. Mais la réalité de la vie politique en France exige de relever le défi de cette élection y d'y faire à partir de là de la politique. Nous avons essayé de transformer l'essai et de traduire l'influence d'OB en campagne politique et en nouvelle organisation. Nous n'y sommes arrivé que partiellement car il y a toujours un différentiel important entre l'influence d'OB et celle du NPA, mais nous avons, tout de même, ouvert un processus et rassemblé près de 10.000 personnes.

La LCR aurait pu se contenter de bons résultats électoraux qui n'auraient, tout de même, pas enrayé les problèmes substantiels de l'extrême gauche dans la nouvelle période, mais nous avons fait un autre choix, dans la continuité d'un courant marxiste révolutionnaire vivant qui depuis les années 60, a pris des initiatives pour essayer de changer la donne politique dans le mouvement ouvrier et le pays. Il fallait faire le NPA. Il entre en écho avec les éléments cités plus haut : électoralement, les campagnes d'OB s'appuient sur la jeunesse et les couches salariées les plus touchées par le capitalisme libéral. Politiquement, le NPA est apparu en phase, et plongeant ses racines militantes parmi les éléments dynamiques des mobilisations altermondialistes et anticapitalistes et ce que l'extrême-gauche française a de meilleur ainsi que des groupes de militants venants du PCF.

3) Se pose alors une deuxième question, c'est l'appréciation globale de l'activité du NPA. A première vue, avec une perte de 4 à 5000 membres par rapport au congrès de fondation, une organisation divisée, une certaine désorientation militante. On peut s'interroger sur la situation du NPA. La situation politique objective joue pour beaucoup dans la crise du NPA mais...

Il faut discuter, à fond, les problèmes rencontrés dans la tactique électorale ou sur d'autres questions, en essayant de reprendre les problèmes sur le fond, au-delà justement des seuls problèmes tactiques. Mais au-delà de ces questions, il faut indiquer clairement que le NPA est, aujourd'hui, un acquis pour la construction du mouvement révolutionnaire. C'est un parti qui face aux évènements clé de la lutte de classes et de la situation politique internationale : mobilisations et

grèves, en particulier face à la crise et sur les retraites, soutien aux révolutions arabes, lutte contre l'impérialisme et la guerre, réponses à la crise climatique, a su répondre correctement aux défis de la situation. On évoque souvent la question de la grève générale dans les discussions au sein du parti, mais pour tous les observateurs, le NPA aura été le seul parti à défendre la proposition et les modalités pratiques de grève générale contre la réforme des retraites.

Quand on porte un jugement sur un parti, de tels évènements ne sont pas secondaires. Idem sur les révolutions arabes et la lutte contre les interventions impérialistes. Reconnaître des révolutions, faire du soutien à ces révolutions et de la lutte contre les interventions impérialistes une position tranchée dans la situation politique internationale, c'est un point d'appui considérable pour une vision internationaliste de la situation. C'est donc, à partir de ce capital accumulé dans l'intervention courante de la lutte de classes qu'il faut aborder le futur pour relancer le NPA. Aujourd'hui, il occupe une place spécifique en France, qui le distingue nettement de la social-démocratie et du PCF/Front de Gauche, et cette place, étonnamment, est encore plus reconnue à l'échelle internationale.

4) Pour des raisons fondamentales -un nouveau cycle historique- et conjoncturelles-les succès des campagnes d'OB- il fallait construire le NPA. Mais nous n'avons pas suffisamment mis l'accent sur les limites objectives à la construction de tels partis. A la différence des expériences des années 1920, 1930, 1960, où les processus de réorganisation du mouvement ouvrier s'accompagnaient de montées révolutionnaires et de croissance organique du mouvement ouvrier, tant des réformistes qu'à une échelle moindre des révolutionnaires, nous n'enregistrons pas, dans la situation actuelle, ce type de poussées.

L'espace des partis anticapitalistes est en général le résultat de l'évolution social libérale de la social-démocratie et de ses alliés, plus que le produit de montées des luttes et de radicalisation à gauche de courants du mouvement ouvrier. Les partis anticapitalistes au sens large que nous connaissons, l'Alliance rouge et verte au Danemark, le Bloco de Esquerda au Portugal, le PSOL au Brésil se sont construits à partir de leurs caractéristiques nationales- convergences de forces issus de l'extrême gauche et de manière moindre du PC bénéficiant du système électoral proportionnel, au Danemark et Portugal, rupture du PT au Brésil-, mais aucun n'a rencontré de poussée significative de la lutte de classes. Cela peut arriver, peut-être car les résistances sociales à la crise en France et en Europe vont se développer face aux coups portés, mais à cette étape, au contraire, au niveau politique ce qui apparaît le plus nettement ce sont les poussées, dans toute l'Europe, des droites autoritaires et des partis populistes ou fascistes. Ce que nous avons c'est une polarisation de forces, liée à l'approfondissement de la crise de civilisation que connaît le monde capitaliste, qui renforce à cette étape la droite et l'extrême droite et qui met sur la défensive le mouvement ouvrier au sens large. Nous avons d'un certain point de vue, une situation politique qui ressemble « aux années 30 » mais au ralenti. Années 30 avec la crise et la poussée des droites et des populistes et fascistes Au ralenti, parce qu'il n'y a pas l'explosivité de l'affrontement révolution/contrerévolution fasciste, justement des années 30.

Il faut, maintenant attendre les conséquences d'un tournant historique majeur lié à l'onde de choc révolutionnaire démocratique et social qui secoue le monde arabe, mais en Europe, jusqu'à maintenant les luttes d'ampleur- les dernières en date étant la magnifique manifestation de plus de 200000 personnes à Lisbonne contre la précarité et celle de Londres contre le plan d'austérité de Cameron- qui ont eu lieu contre les effets sociaux de la crise n'ont pas débouché sur une progression qualitative du mouvement ouvrier ou de nouvelles formes d'organisation politique ouvrière ou sociale.

Il y a une nouvelle situation sociale en Europe où la révolte des peuples gronde, mais il faut aussi enregistrer deux faits politiques majeurs : Les luttes, même les plus massives, ne débouchent pas à

cette étape sur des reculs partiels des classes dominantes ou des victoires pour les travailleurs et leurs organisations. Nous n'arrivons pas à bloquer l'offensive capitaliste et encore moins à inverser la tendance. Le deuxième fait politique à souligner, c'est, dans les pays où il y a une lutte sociale d'une certaine ampleur, le décalage existant, entre la combativité sociale et sa traduction politique. Il faut considérer les spécificités de la situation dans chaque pays.

Dans certains pays le niveau de lutte sociale est faible. Mais dans les pays où elle existe, il n'y a pas l'équivalent sur le plan de la force syndicale et politique : il n'y a pas de croissance organique des syndicats, des partis, de courants de gauche dans les mouvements sociaux. Combien de membres, d'adhérents ? Il peut y avoir ici et là des mouvements d'adhésion vers les syndicats ou les partis de gauche mais il y a, par exemple, une différence entre les années 1930 et la situation actuelle. Dans les années 1930 la crise et les résistances sociales provoquaient, par exemple, la croissance en centaines de milliers de membres des syndicats, des PS, des PC, des mouvements à gauche dans la social-démocratie ou de courants révolutionnaires extérieurs à la gauche traditionnelle. L'évolution social-libérale rend de plus en plus « imperméable » les partis socialistes aux montées de la lutte de classes. Mais nous n'avons pas non plus de croissance massive qualitative des syndicats, incapables de représenter un réel rempart aux attaques capitalistes.... Octobre/novembre 2010 se sera au bout du compte soldé objectivement par une défaite... Nous aurions pu, alors, attendre le développement des courants ou partis à l'extérieur des organisations de la gauche traditionnelle. Nous n'enregistrons pas, à cette étape, de progression notable, nous reviendrons sur ce point.

Aujourd'hui, en France, après une mobilisation sociale exceptionnelle... on aurait pu s'attendre à ce que le PS présente pour la prochaine élection une candidate ou un candidat à « l'allure » plus social-démocrate. Eh bien, non ! Le candidat du PS à l'élection présidentielle de 2012 risque d'être Strauss-Kahn, président du FMI, un des représentants les plus à droite de la social-démocratie internationale !

Les effets de la crise historique du mouvement ouvrier du siècle dernier se font toujours sentir. La construction d'une conscience socialiste révolutionnaire a besoin de nouvelles expériences pour s'affirmer. Force est de constater que le niveau des luttes actuelles, même s'il augmente, en réaction aux attaques des classes dominantes et des gouvernants, n'a pas de dynamique politique suffisamment forte pour inverser les décennies de contre-réformes libérales et créer les bases d'une contre-offensive globale et d'un nouveau projet socialiste révolutionnaire. Du coup, les processus de construction de partis de la gauche radicale ou de partis anticapitalistes, en Europe, rencontrent une série de difficultés.

5) Du coup, dans cette situation politique difficile, nous sommes confrontés à la contradiction suivante : d'un côté il faut donner une charpente plus solide à nos partis pour faire face aux chocs sociaux et politiques actuels et annoncés et de l'autre il faut construire ces partis comme partis anticapitalistes de masses.

Cette contradiction provoque une série de tensions et des réponses simplistes et de raccourcis, aussi, faut-il essayer, pour tenter de les éviter, de reprendre l'ouvrage sur le métier en essayant de discuter les grandes lignes d'une pensée stratégique pour des partis à vocation de masse.

Cela recouvre un axe et deux questions :

L'axe c'est le combat contre le système capitaliste, sa classe et les institutions politiques qui perpétuent et gèrent ce système. Cela suppose une compréhension claire de la nature de l'Etat comme un Etat qui, loin d'être neutre et au-dessus de classes, « rempli seulement de la volonté populaire exprimée par les élections » est un Etat de classe, au service de la classe capitaliste, l'ensemble de ses institutions étant légalement encadrées pour jouer ce rôle.

La première question est comment un parti anticapitaliste, révolutionnaire, peut-il être utile quotidiennement aux exploités ? Pas seulement lors des grandes grèves, mais quotidiennement...Comment peut-il organiser et faire agir politiquement, en dehors de périodes révolutionnaires ou de grève générale les couches militantes populaires ? En conséquence, comment est-il organisé en son sein pour jouer ce rôle ?

C'est la première question stratégique, car elle nous oppose aux partis institutionnels. Ceux-ci, PCF et Parti de gauche compris, considèrent que la politique c'est la gestion des institutions. Leur « utilité » ce sont les écharpes qu'ils présentent devant des expulsions ou une entreprise qui ferme et le peu de grain à moudre clientéliste que leur laissent les maigres marges de manœuvre municipales ou départementales. Leur fonction est donc essentiellement une fonction électorale, et le PCF, comme le PG ou EE-LV justifient leurs alliances avec le PS par le simple réalisme : faire de la politique, c'est être élu, et pour être élu...ils dissolvent ainsi dans l'urne la défense des exploités. En pratique, ils n'ont pas d'utilité politique pour résoudre les questions sociales mais font partie du système.

Un parti anticapitaliste, lui, n'a pas les mêmes fondements. Son but est d'organiser l'action collective au quotidien, en comprenant que les institutions, au bout du compte, sont au service du système. Pour défendre un hôpital, s'opposer à des expulsions, empêcher une liquidation d'entreprise, seul le rapport de force local d'une mobilisation populaire peut payer. C'est fondamentalement différent dans le mode d'action. Il doit en découler pour le NPA une sérieuse réflexion sur ses expériences dans ce domaine, son mode d'organisation dans les quartiers populaires et les entreprises, sa capacité à agir comme parti d'action sur toutes les questions de la vie quotidienne, à rendre concret ce que nous avançons dans nos réponses à la crise, sans se limiter à la question des luttes nationales.

Le Front national nous lance un défi : il apparaît comme crédible parce qu'il apparaît comme extérieur à « l'establishment », attaquant tout autant l'UMP que le PS, et prétend s'adresser aux couches populaires, en détournant des réelles causes de la misère et du chômage. Etant extérieur à la gestion quotidienne des institutions, le caractère ultra-libéral de son programme est masqué. Mais il détourne des vraies questions sociales et politiques.

Le combatte ne se fera évidemment pas en s'associant dans un front républicain, mais en donnant crédibilité à l'action collective sur les questions sociales essentielles...sans s'en reporter à un changement électoral.

Pas facile à faire, mais c'est l'enjeu. On peut voir, ce qu'il est possible de faire, au travers d'une lutte nationale ou locale sur une question sociale, marginalisant totalement le FN.

Mais qui dit partis de masse et qui dit stratégie implique de définir le rapport de ce parti avec la révolution, d'autant que les chocs à venir seront rudes. Nous sommes déjà confrontés, de manière partielle, à ce type de phénomène avec les révolutions arabes. De ce point de vue on ne peut opposer parti anticapitaliste de masse et parti révolutionnaires de masse. Dans la situation actuelle de montée des évolutions arabes, le NPA se doit d'être le parti des révolutions. Il faut donc partir des principes fondateurs du NPA, revisiter les débats qui ont eu lieu à l'époque sur les questions les plus décisives et rediscuter, reformuler pour armer le parti face à la crise et ses effets sociaux et politiques.

5.1 Les partis anticapitalistes, comme le NPA, ne partent pas de définitions historiques ou idéologiques générales. Leur point de départ est « une compréhension commune des événements et des tâches » sur les questions-clés d'une intervention dans la lutte de classes. Pas une somme de questions tactiques, mais des questions politiques clés comme celle d'un programme d'intervention politique sur une orientation d'unité et d'indépendance de classe.

Dans ce mouvement, il y a place et même nécessité d'autres histoires, d'autres références issues des origines les plus diverses.

Cela en fait-il un parti sans histoire, sans programme et sans délimitations ? Non.

Il a une histoire, une continuité : celle des luttes de classes, le meilleur des traditions socialiste, communiste, libertaire, marxiste révolutionnaire Elle s'inscrit dans les traditions révolutionnaires du monde contemporain appuyées, plus précisément, sur la longue chaîne des révolutions françaises de 1793 à Mai 68, en passant par les journées de 1848, la Commune de Paris et la grève générale de 1936.

Le NPA est aussi un type de parti qui tente de répondre aux nécessités d'une nouvelle période historique - ouverte à la fin du XX^e et début du XXI^e siècle - ainsi qu'aux besoins de refondation d'un programme socialise face à la crise historique combinée du capitalisme et de l'environnement de la planète.

Face à de tels enjeux, le NPA s'affirme comme un parti révolutionnaire plutôt dans le sens donné par Ernest Mandel dans les lignes qui suivent.

« *Qu'est-ce qu'une révolution ?*

Une révolution, c'est le renversement radical, en peu de temps, des structures économiques et (ou) politiques de pouvoir, par l'action tumultueuse de larges masses. C'est aussi la transformation brusque de la masse du peuple d'objet plus ou moins passif en acteur décisif de la vie politique.

Une révolution éclate lorsque ces masses décident d'en finir avec des conditions d'existence qui leur semblent insupportables. Elle exprime donc toujours une grave crise d'une société donnée. Cette crise plonge ses racines dans une crise des structures de domination. Mais elle traduit aussi une perte de légitimité des gouvernants, une perte de patience, de la part de larges secteurs populaires.

Les révolutions sont, à la longue, inévitables - les véritables locomotives du progrès historique - parce qu'une domination de classe ne peut justement pas être éliminée par voie de réformes. Celles-ci peuvent tout au plus l'adoucir, pas la supprimer. L'esclavage n'a pas été aboli par des réformes. La monarchie absolutiste de l'Ancien Régime n'a pas été abolie par des réformes. Il fallait des révolutions pour les éliminer. » [\[1\]](#)

Il est vrai que cette définition est plus générale que les hypothèses stratégiques voire politico-militaires qui ont structuré les débats des années 70 alors éclairées par les crises révolutionnaires du XX^e siècle.

Les partis anticapitalistes comme le NPA sont « révolutionnaires », dans le sens où ils veulent en finir avec le capitalisme - « le renversement radical des structures économiques et politiques (donc étatiques) du pouvoir » - et la construction d'une société socialiste passe par des révolutions où ceux d'en bas chassent ceux d'en haut, et « prennent le pouvoir pour changer le monde ».

Beaucoup de choses ont changé par rapport à l'après Mai 68, et plus généralement par rapport à toute une période historique marquée par la force propulsive de la révolution russe. Notre objectif ne peut, donc, être la réplique de l'extrême gauche révolutionnaire de l'après mai.

Encore une fois, nous ne savons pas ce que seront les révolutions du XXI^e siècle. Les nouvelles générations apprendront beaucoup de l'expérience et nombre de questions restent ouvertes. De ce point de vue, les révolutions arabes sont des premiers tests de révolutions démocratiques et sociales face à la crise et aux dictatures.

5.2 Ce que nous pouvons et devons faire, c'est ancrer les partis que nous construisons sur une série

de références « fortes », puisées dans l'expérience et l'intervention de ces dernières années, qui constituent une base programmatique et stratégique pour nous orienter.

Rappelons-les : un programme de transition anticapitaliste qui lie revendications immédiates et revendications transitoires, une nouvelle distribution des richesses, la remise en cause de la propriété capitaliste, l'appropriation sociale de l'économie, l'unité et l'indépendance de classe, la rupture avec l'économie et les institutions centrales de l'Etat capitaliste, le rejet de toute politique de collaboration de classes, la prise en compte de la perspective éco-socialiste, la transformation révolutionnaire de la société...

5.3 De ce point de vue, cette approche stratégique ne peut se réduire à telle ou telle formule. Nous pensons en particulier à la question de la grève générale. Elle est décisive car elle permet de libérer l'énergie des travailleurs et de la jeunesse. Mais, reprenant Les indications de Rosa Luxembourg, « *la grève générale pose la question du pouvoir, elle ne la résout pas* ». Cela implique, souvent de combiner les propositions de grève générale et un contenu programmatique qui s'appuie tant sur les revendications d'un plan d'urgence que sur des propositions qui vise les centres nerveux du système capitaliste. Cela implique aussi une pratique aujourd'hui, dans les entreprises et les quartiers de remise en cause permanente du pouvoir, patronal ou institutionnel et du développement de formes d'auto-organisation et de contrôle. De même, un programme transitoire anticapitaliste implique une propagande pour un gouvernement des travailleurs qui applique ce programme, brise la vieille machine d'Etat s'appuie sur des nouvelles formes de pouvoir des classes populaires.

5.4 Cette discussion exige aussi de reprendre le rapport de partis anticapitalistes et les institutions. Dans une perspective de révolution socialiste surtout dans les pays à forte tradition parlementaire, il y a la nécessité de participer aux élections et d'y avoir des élus. Les élus peuvent et doivent constituer des points d'appui pour l'action révolutionnaire. Dans les pays à fortes traditions parlementaires comme en Europe ou en France, le processus révolutionnaire traversera aussi certaines institutions bourgeoises, à des degrés divers, en particulier les communes, c'est une des raisons qui nous font intervenir régulièrement et sérieusement dans les institutions. C'est ce qui nous conduit à mener des batailles dans ces institutions pour défendre les revendications populaires, mais aussi une série de luttes démocratiques, pour la représentation proportionnelle dans les diverses élections, pour des revendications démocratiques de rupture avec la V^e République, comme celle d'une assemblée constituante.

Mais ce que montre la nature et le fonctionnement des institutions capitalistes, c'est qu' « elle ne sont pas neutres », elles sont non seulement moulées et marquées par les classes dominantes -il n'y a qu'à voir le type de personnel politique qui domine- mais même par définition elles sont subordonnées au marché- : on discute de beaucoup de choses au parlement même si les procédures parlementaires limitent ces discussion, surtout avec les règles de la V^e République. Mais, il y a une chose qui n'est jamais discutée c'est le droit de propriété capitaliste et de ses effets sociaux et économiques... dans les entreprises comme dans la cité et un ensemble de sphères sociales. Toutes les lois bourgeoises protègent cette propriété. Et même lorsqu'il y a eu dans l'histoire des majorités électorales de gauche dans des situations révolutionnaires- en Espagne en juillet 1936 ou au Chili en 1973- les classes dominantes violent leurs propres lois, leurs propres institutions pour réprimer le mouvement de masse.

C'est pour cela que nous rejetons l'idée « de la révolution par les urnes » de Mélenchon. Comment des institutions aussi marquées socialement pourraient accepter une révolution ?? Cela ne tient pas. Toutes les révolutions ont montré qu'elles s'étaient heurtées à l'Etat et ses institutions... Quant aux exemples latino américains-Chavez et Morales- ils ne sont pas probants, d'abord parce que les classes dominantes sont plus faibles dans ces pays qu'en Europe, et parce que dans ces pays, s'il y a eu rupture partielle avec l'impérialisme, ces processus ne se sont pas engagés dans le renversement

du pouvoir économique et social des classes dominantes de ces pays.

C'est cette conformation des classes dominantes et de l'Etat, qui conduit dans les situations de crise, à l'« irruption des masses sur la scène sociale et politique », à l'extérieur des institutions capitalistes, avec le plus souvent des mouvements de grève générale qui montre la force du mouvement d'en bas mais aussi de nouvelles formes d'organisations sociales liés au problèmes de la vie quotidiennes, le contrôle, l'approvisionnement, la gestion, qui en se coordonnant doivent prétendre au pouvoir. Il y a là pour nous, une spécificité, c'est qu'à la différence de tous les autres partis, nous ne luttons pas pour « prendre le pouvoir pour notre parti » mais pour que l'auto-organisation des travailleurs et de la population -assemblées, conseils, comités- prenne le pouvoir. C'est cette conception qui doit nous conduire à prendre très au sérieux notre activité électorale mais aussi à la subordonner à notre intervention générale à la lutte de classes. Cette approche a une conséquence politique nette, dans la situation actuelle de crise globale, c'est le fait de choisir d'apparaître, justement « anti et hors système ». Il est décisif, face à la crise de représentation politique mais aussi face à la montée de Le Pen, d'incarner, à gauche « le parti anti et hors système » !

5.5 Autre question à discuter, c'est celle de l'unité d'action ou du front unique. Les propositions de front unique ou d'unité d'action partent en général d'un contenu, revendication ou proposition d'action. La question du front unique a une dimension tactique -quelle proposition, quels rapports de forces, quelles formes d'organisation- mais elle a aussi une dimension stratégique : l'unité des travailleurs au sens large contre les classes dominantes. Aussi, la force d'un parti révolutionnaire de masse c'est d'être toujours le parti le plus unitaire pour faire avancer la lutte et la conscience des opprimés. Cela signifie que « tout pas en avant vaut mieux que mille programmes ». Un parti qui au nom de telle ou telle revendication s'oppose à une mobilisation de masse large ne peut prétendre à orienter des mouvements de masse. Il sera marginalisé. Les batailles unitaires impliquent des compromis ou des accords avec d'autres forces y compris les réformistes, si cela fait avancer l'action. Sur le plan de l'unité d'action dans les luttes, le NPA a su s'orienter. Là où les problèmes commencent, c'est sur le plan de la tactique électorale, car, là nous ne sommes plus sur le terrain de l'action de masse mais sur le plan de la représentation dans les institutions.. Nous ne devons pas rejeter toute politique de front unique sur le terrain électoral, bien qu'il ne faut jamais oublier qu'une fois élu, la logique des institutions est des plus fortes, y compris sur les révolutionnaires.

L'expérience, abonde, malheureusement, d'exemples où des révolutionnaires parmi les plus intègres, les plus formés ont été happés par la machine intégrative des institutions. Nous pouvons donc passer des accords électoraux mais à une condition, que les fronts ou blocs défendent des éléments clé d'un programme anticapitaliste, refusent de participer à une gestion capitaliste des institutions où ces blocs sont représentés et marquent leur indépendance par rapport à toute politique de collaboration de classe. C'est cette approche qui, dans les conditions actuelles, ne nous permet pas, bien entendu, des accords avec le PS mais aussi, sur un tout autre plan, avec le PC et le Front de gauche, dont la politique est surdéterminée par leurs choix institutionnels et conduit à la participation ou le soutien à des exécutifs de gestion des institutions.

5.6 Enfin, sur le plan de la construction d'un parti anticapitaliste ou révolutionnaire de masse, nous devons revisiter l'histoire du mouvement ouvrier, écologiste et révolutionnaire pour discuter aussi des perspectives du futur. Cela implique de rediscuter la nécessité d'un parti, c'est-à-dire une formation organisée qui coordonne et centralise l'activité de ses militants, ses sections, en relation avec le mouvement social, dans une perspective d'auto-émancipation vers une conquête de pouvoir. C'est aussi une question stratégique qui implique un système d'organisation qui permette cette centralisation, une unité dans l'action de tout le parti -une fois une décision d'action prise- et la plus grande démocratie interne pour l'expression des militants et courants. Dans ce cadre, il est important de créer un cadre où puissent intervenir et construire ensemble toute une gamme de

positions et de courants, cela, en respectant certains équilibres. Ainsi le parti que nous voulons construire comme parti de masse, doit avoir l'ambition de permettre de nouvelles synthèses révolutionnaires. Un parti qui ne se réduise pas à l'unité des révolutionnaires. Un parti qui dialogue avec des millions de travailleurs et jeunes. Un parti qui traduit ses références programmatiques fondamentales dans des explications, agitation et formules populaires.

De ce point de vue, les campagnes d'OB constituent un formidable point d'appui. Un parti qui soit en capacité de mener de larges débats sur les questions fondamentales qui travaillent la société : la crise du capitalisme, le réchauffement climatique, la bioéthique-etc-mais aussi soit capable d'être actif et efficace dans les quartiers populaires, les entreprises pour s'attaquer à la misère et à l'injustice sociale. Un parti de militants et d'adhérents qui permette d'intégrer des milliers de jeunes et de salariés avec leur expérience sociale et politique en préservant leurs liens avec leur milieu d'origine. Un parti pluraliste qui rassemble toute une série de courants anticapitalistes.

De ce point de vue, nous avons une tension à gérer : d'un côté le NPA n'est pas la fin de la réorganisation du mouvement ouvrier. Ce n'est qu'une étape, et nous devons toujours viser à élargir, à rassembler de nouveaux militants, courants, expériences dans la perspective d'un parti de masse. D'un autre côté, la situation historique du mouvement ouvrier, l'évolution social-libérale de la gauche traditionnelle, la faiblesse des contradictions au sein de ces partis, l'exigence d'une construction « anti et hors système » nous conduit à situer le centre de gravité de construction du NPA à l'extérieur du mouvement ouvrier traditionnel. Non pas que nous nous désintéressons de ce qui s'y passe mais pour peser sur les contradictions -même limitées- des partis de gauche-il faut peser de l'extérieur. Cela se fait alors par les initiatives propres du parti, le dialogue qu'il faut avoir avec la jeunesse et les travailleurs, les expériences communes dans les syndicats et les mouvements sociaux, la capacité d'animation de débats dans la gauche et au-delà dans la société.

Bref, pour réussir notre pari, ce parti doit représenter une nouvelle réalité politique, s'inscrire dans la tradition du mouvement révolutionnaire pour contribuer à inventer les révolutions et le socialisme du 21^e siècle.

6) Voilà quelques propositions pour une refondation stratégique du NPA. La discussion doit maintenant commencer, non pas pour cristalliser des positions mais pour rechercher des plages communes cerner les divergences et faire la part des problèmes où nous devons continuer la discussion et ceux qu'il faut racher.

Mais cette discussion ne peut se faire à froid. Il faut qu'elle s'accompagne d'une activité qui rassemble le parti et tous ses militants. Il faut aussi une nouvelle expérience de travail, d'intervention, une nouvelle expérience tournée vers les masses qui, elle aussi, soit « refondatrice ». Dans une situation marquée par une crise explosive de la droite UMP, une poussée sans précédent -sur le plan électoral du FN, une représentation probable du PS par un de ses candidats les plus intégrés dans les sommets du capitalisme globalisé, le NPA doit construire une campagne anticapitaliste lors des élections de 2012 marquant le rejet radical de la droite et de l'extrême droite et une alternative radicale au PS et aux hésitations du Front de gauche.

Lors de la dernière réunion du CPN a été décidé de mener, lors des prochaines semaines, une bataille publique auprès de tous les militants du mouvement social pour une candidature de rassemblement anticapitaliste et de rencontrer l'ensemble des organisations du mouvement social et politique à gauche du PS. En ce qui concerne le Front de Gauche, la déclaration stratégique qu'il vient d'adopter confirme sa disposition pour ces échéances est de participer, avec EE-LV, à un grand rassemblement d'Union de la gauche autour du PS. La candidature annoncée de J.L. Mélenchon, au-delà des sorties médiatiques de celui-ci, se situe clairement dans cette perspective. Il n'y a guère de probabilité que ces orientations se modifient dans les semaines à venir.

A partir de cette réalité politique, le parti devra décider en juin prochain de présenter OB à la prochaine élection présidentielle, sur la base d'une plate forme électorale anticapitaliste et d'un parti rassemblé.

Le choix de présenter OB comme candidat anticapitaliste répond avant tout aux exigences de la situation politique et à la place que peut occuper le NPA dans cette situation. Le candidat du NPA aura une responsabilité particulière dans sa bataille contre Le Pen. Le choix d'une position « hors système » peut nous permettre de mener efficacement le combat anti Front National. Cette campagne servira à une activité commune, un dialogue avec des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes pour faire avancer la construction du parti. Sans cette nouvelle activité commune refondatrice, il est malheureusement prévisible que les divisions actuelles de l'organisation perdurent voire s'approfondissent. Il ne s'agit pas de considérer OB comme le « sauveur suprême », bien qu'il ait déjà fait beaucoup pour l'ex-LCR et le NPA, mais de comprendre que le NPA s'est construit dans une relation particulière avec des centaines de milliers de travailleurs, de chômeurs, de jeunes, de femmes, d'écologistes radicaux au travers les interventions, les initiatives de son porte-parole.

Faire en sorte que notre parti se relance et prenne dans les mois qui viennent toute la place politique nécessaire, faire en sorte qu'il mène efficacement les campagnes électorales de 2012 peut permettre, dès maintenant, de construire la suite en ce qui concerne la question des portes paroles et des candidats du NPA. De même, cette activité créera les conditions favorables pour mener le débat stratégique au sein du parti. Ce débat implique une élaboration commune, nouvelle, sans que des réponses toutes faites ne puissent être trouvées dans des expériences antérieures ou dans celles d'autres partis larges actuels. Ce débat est vital pour redonner une nouvelle dynamique au NPA, pour que celui-ci change fondamentalement la donne et que l'anticapitalisme révolutionnaire devienne une force essentielle dans le mouvement ouvrier français.

Léon Crémieux , François Sabado

Notes

[1] Ernest Mandel, la Gauche du 10 janvier 1989. Disponible sur ESSF [Pourquoi sommes-nous révolutionnaires aujourd'hui ?](#)